

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

40/1-2 | 1999

**Archives et nouvelles sources de l'histoire soviétique,
une réévaluation**

L'historien et le document

Remarques sur l'utilisation des archives

Oleg HLEVNJUK



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/5>

DOI : 10.4000/monderusse.5

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1999

Pagination : 101-112

ISBN : 2-7132-1314-2

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Oleg HLEVNJUK, « L'historien et le document », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 40/1-2 | 1999, mis en ligne le 15 janvier 2007, Consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/5> ; DOI : 10.4000/monderusse.5

OLEG HLEVNJUK

L'HISTORIEN ET LE DOCUMENT

Remarques sur l'utilisation des archives

LORSQU'ON ÉVOQUE LA « RÉVOLUTION » et la « contre-révolution des archives » en Russie (l'ouverture quasi générale des archives en 1992 puis la fermeture de certains fonds déjà accessibles et l'incroyable complication de la déclassification (*rassekrečivanie*) au cours des dernières années) on les considère dans une opposition entre le fonctionnaire et l'historien. On a beaucoup écrit sur l'arbitraire des organismes officiels russes influents qui s'opposent à l'ouverture des archives, sur la corruption, sur la lutte — parfois soldée de succès — des historiens pour le droit à l'accès aux documents¹. Cependant, s'il est légitime de souligner la menace que représente pour le progrès de la connaissance historique un État bureaucratique et semi-démocratique, il ne faut pas pour autant oublier un danger qui provient de la communauté même des historiens et qu'on pourrait définir comme « l'historien face au document », voire souvent comme « l'historien contre le document ». Autrement dit : comment les historiens (avec quelles exigences, quelle conscience professionnelle) utilisent-ils les nouvelles possibilités et exploitent-ils les torrents de nouvelles informations qui leur parviennent. Cet aspect de la « révolution des archives » n'est pas moins important que la lutte pour leur ouverture.

L'ouverture des archives a incontestablement donné une impulsion considérable à la recherche scientifique dans le domaine de l'histoire soviétique. Le travail accompli au cours des dernières années est impressionnant et éveille dans la

1. Pour plus de détails sur l'histoire de l'ouverture des archives soviétiques et sur la politique actuelle des archives, voir A. I. Minjuk, « Sovremennaja arhivnaja politika : ožidaniya i zaprety » (La politique actuelle des archives : attentes et interdictions), in *Istoričeskie issledovanija v Rossii. Tendencii poslednih let (Les recherches historiques en Russie : les tendances de ces dernières années)*, Moscou, 1996; V. Kozlov, O. Loktev, « 'Arhivnaja Revoljucija' v Rossii (1991-1996) » (La « Révolution des archives » en Russie (1991-1996)), *Svobodnaja mysl'*, 1-4, 1997; Patricia Kennedy Grimsted, *Archives of Russia five years after : « Purveyors of sensations » or « shadows cast to the past »*, Amsterdam, 1997 (International Institute of Social History Research Papers).

communauté des historiens un sentiment de fierté légitime, une nouvelle créativité qui les poussent à découvrir de nouveaux thèmes et de nouvelles sources. Néanmoins, l'ouverture massive d'un seul coup d'archives naguère inaccessibles, et par conséquent totalement inconnues, a fait naître une série de « maladies professionnelles » désagréables qui, si nous les laissons se développer, risqueraient de nous faire perdre bien des acquis de ces dernières années.

Il est évident que chaque historien s'occupant de la période soviétique possède à ce propos sa propre expérience et qu'il pourrait sans difficulté dresser toute une liste de problèmes que lui pose la « révolution » des archives, et donner beaucoup d'autres exemples de malhonnêteté professionnelle que ceux qui sont présentés dans cet article.

L'interprétation du document et l'authenticité de l'information

On peut affirmer qu'il n'existe aucun travail historique sans erreurs telles que les citations ou datations inexactes de documents, présentations erronées des événements, fautes de calcul, confusions dans les cotes des archives, etc. Plus de nouvelles archives sont sollicitées et plus la probabilité de telles erreurs est grande. En dehors des qualités propres du chercheur (son attention, son degré de qualification, etc.) la plus importante cause d'erreurs de ce type est l'absence d'une tradition dans l'étude des archives de la période soviétique. L'historien qui se rend aujourd'hui aux archives agit presque toujours comme s'il en était leur premier découvreur. Il ne peut pas s'appuyer sur des recherches spécialisées dans l'étude des sources documentaires, il ne dispose pas d'ouvrages de référence sur les écritures administratives soviétiques. Il est très facile de confondre des écritures, de mal lire un mot ou un nom de famille dans un texte manuscrit. La datation et l'attribution de documents non datés et non signés exigent des efforts considérables.

Les erreurs de ce type sont inévitables mais, au fur et à mesure de l'étude des archives, elles seront certainement de plus en plus rares. Bien plus graves sont les interprétations délibérément tendancieuses et forcées des sources qui prennent différentes formes et qui sont malheureusement assez répandues. La variante extrême en est la déformation des documents et la falsification des faits.

Les historiens russes et occidentaux ont relevé à maintes reprises de nombreux exemples de mauvaise foi dans le travaux de D. V. Volkogonov (amputation arbitraire de citations, erreurs factuelles, déformation des documents)². Les critiques énergiques de ces ouvrages par des historiens russes et occidentaux concernant leurs bases conceptuelles et leurs sources ont eu d'importants résultats : ces livres occupent désormais dans l'historiographie de la période soviétique la place qu'ils méritent. Malgré l'abondance des travaux de Volkogonov, les références à ses ouvrages sont assez rares dans les recherches scientifiques et ont tendance à dispa-

2. Cf., par exemple, les articles de N. I. Dedkov, A. V. Pancov, A. L. Čečevišnikov dans le recueil *Istoričeskie issledovanija v Rossii, op. cit.*

raître. Les publications de V. A. Kovalev, docteur en droit et ancien ministre de la Justice de Russie, peuvent être mises sur le même plan que les livres de D. V. Volkogonov, tant sur le plan de la méthode d'analyse des documents que de l'inexactitude dans l'utilisation des sources³.

Au cours de la même période, un autre historien russe, B. A. Starkov, publia également beaucoup de travaux, qui contenaient une série de données d'une importance cruciale, c'est pourquoi il suscita un grand intérêt parmi les spécialistes. En 1991, par exemple, Starkov publia un article dont il ressortait que les archives confirment la tenue en 1932 d'une réunion du *Politbjuro* au terme de laquelle le sort de M. N. Rjutin fut décidé et une partie des membres du *Politbjuro* se serait opposée à Stalin⁴. Cet événement essentiel pour l'histoire politique des années 1930 n'était connu que par des mémoires fondés sur des rumeurs. Aussi ces affirmations de Starkov ont-elles été accueillies avec une attention toute particulière. Dans le recueil publié en 1993 par les Éditions de l'Université de Cambridge, Starkov présenta plusieurs faits qu'on peut qualifier de sensationnels. D'abord, écrivait-il, après que N. I. Ežov fut démis du poste de commissaire à l'Intérieur à la fin de 1938, Stalin aurait voulu nommer à ce poste G. M. Malenkov, mais il ne put pas le faire en raison de l'opposition des membres du *Politbjuro* qui placèrent L. P. Berija à la tête du NKVD. Ensuite, Starkov prétendit qu'il avait découvert dans les archives qu'en 1938 des membres de la direction stalinienne — A. A. Ždanov, A. A. Andreev, L. M. Kaganovič, A. I. Mikojan, K. E. Vorošilov — s'étaient opposés à Stalin⁵. Si tel était le cas, il eût fallu reconsidérer radicalement nos représentations sur les conséquences de la « Grande Terreur » et le pouvoir réel de Stalin à la fin des années 1930. Enfin, dans un de ses derniers travaux, Starkov affirmait qu'en 1934 deux candidatures, celles de L. M. Kaganovič et de S. M. Kirov, avaient été avancées pour la nomination au poste de commissaire à l'Intérieur⁶.

Toutes ces informations présentaient un tel intérêt que les autres historiens voulurent naturellement prendre connaissance des documents d'archives sur lesquels il s'était appuyé. Or cela s'avéra impossible. Il apparut, par exemple, que les deux dossiers du fonds Kujbyšev⁷ auxquels se référait Starkov avaient été détruits il y a déjà trente ans en tant que copies de documents d'importance secondaire. En l'occurrence, nous nous heurtions à une pratique dont il faut bien reconnaître l'existence et même la fréquence. Dans ce climat marqué par la recherche du sensationnel et l'arrivée massive des données d'archives sur le marché de l'édition, certains historiens peuvent ne pas résister à la tentation d'« inventer » des faits et

3. Pour plus de détails sur l'analyse des travaux de Kovalev, cf. O. V. Hlevnjuk, « O pol'ze povtorenija » (De l'utilité de la répétition), *Svobodnaja mysl'*, 1, 1996, pp. 125-128.

4. B. A. Starkov, *Oni ne molčali (Ils ne se taisaient pas)*, Moscou, 1991, pp. 170-171.

5. J. A. Getty, R. T. Mannings, eds, *Stalinist terror. New perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, pp. 36-37.

6. B. A. Starkov, *Dela i ljudi Stalinskogo vremeni (Faits et hommes de la période stalinienne)*, Saint-Petersbourg, p. 115.

7. RCHIDNI, f. 79, op. 1, d. 218, 536.

de les étayer (pour une plus grande authenticité) par des références à des dossiers d'archives inexistantes ou à de mythiques « collections de documents ».

La légèreté avec laquelle de fausses « sensations » ont été inventées et publiées pendant de nombreuses années (y compris dans des ouvrages sérieux), montre à quel point les torrents d'information dont se servent les historiens sont encore peu protégés. La politique actuelle des autorités russes en matière d'archives facilite la diffusion d'informations déformées et même de véritables falsifications. Le maintien de la fermeture de certains fonds d'archives, l'accès sélectif aux documents accordé aux chercheurs, la priorité dans l'utilisation des archives accordée à des fonctionnaires qui n'ont pas le plus souvent la qualification requise, tout cela entrave le processus normal d'étude scientifique des archives. Comme toujours, les guerres administratives et la pratique du « secret » favorisent les exploitations abusives et encouragent certains auteurs peu scrupuleux qui profitent de leur position de monopole.

Pour être juste, il faut avouer que les véritables falsifications sont assez rares. Le défaut le plus répandu dans la production russe de cette dernière décennie est l'interprétation inadéquate du document, autrement dit, l'attribution au document d'une information qui ne s'y trouve pas. Cela se produit le plus souvent quand l'historien ou l'essayiste arrachent complètement le document qu'ils analysent de son contexte historique, ou bien quand les documents authentiques ne servent qu'à « décorer » un schéma tiré de sources différentes qui ne sont pas issues des archives.

On peut évidemment chercher les sources de ces falsifications dans l'influence qu'ont eu la *perestrojka* et la *glasnost'* sur l'historiographie russe. C'était l'époque où les scientifiques, répondant à l'intérêt grandissant de la société pour l'histoire et rompant avec les anciens canons du pseudo-académisme officiel, tentaient d'écrire dans un style attrayant et libre, mais où la maladresse et le mauvais goût qui étaient parfois la rançon de cette liberté étaient considérés comme l'inévitable prix à payer pour cette période de transition. C'était l'époque où l'on pouvait obtenir des documents dans les archives « semi-ouvertes » essentiellement « grâce à ses relations », à condition de ne pas publier les cotes des archives. Où la majorité des sujets étudiés de l'histoire soviétique constituaient (du moins en Russie) une terre vierge et c'est pourquoi presque aucun historien ne songeait à réexaminer et à analyser les études de ses prédécesseurs. C'était l'époque où il suffisait de quelques documents d'archives nouveaux et attrayants pour que l'article « tienne », pour qu'on le lise et qu'on en parle. Bref, c'était l'époque des connaissances approximatives, de l'utilisation politique et d'une attitude par trop désinvolte vis-à-vis des archives.

Ces procédés simplistes et journalistiques s'avérèrent pourtant vivaces. La méthode que j'ai qualifiée de « décorative » connut une grande extension dans l'historiographie russe. Il ne s'agit pas, pour les historiens et d'autres spécialistes écrivant sur des thèmes historiques, d'analyser un événement ou un fait historique mais d'aligner des sortes de « décors » à partir de faits marquants, de préférence puisés dans les archives. La quantité, le contenu et l'ordre dans lequel ces décors sont alignés dans l'article ou dans le livre ne revêtent aucune importance. Ces illustrations sont appelées non à confirmer ou à infirmer une thèse de l'auteur, mais

seulement à former une certaine image, si possible cohérente mais surtout marquante, capable d'attirer l'attention du grand public. On peut utiliser les mêmes faits autant de fois qu'on veut, créant des images différentes sur des thèmes variés en les combinant de façons diverses.

Cette méthode « décorative » conduit nécessairement à l'altération des sources. Avant tout parce que les documents sont extraits de leur contexte historique et documentaire. Le mélange des genres, caractéristique de cette méthode, a aussi des conséquences fâcheuses : la paraphrase des documents y voisine avec les suppositions hardies des auteurs. Il n'est pas rare, par exemple, que les auteurs de ces travaux (D. V. Volkogonov l'a souvent fait) placent dans la bouche de leurs héros des jugements sur un document d'archives précis — une lettre, un rapport, etc. — alors que le document ne comporte aucune indication permettant de supposer que ce personnage historique en ait même eu connaissance. Dans ce cas nous avons affaire à une falsification manifeste de la source. Possibles dans un ouvrage littéraire, de telles méthodes sont intolérables dans des travaux à prétention scientifique.

Souvent une telle description inadéquate de sources réellement existantes est due au mélange arbitraire (sans réserves ni explications) de schémas de l'auteur et des faits d'archives. On peut prendre comme exemple les travaux de Ju. N. Žukov qui, l'un des premiers, commença à travailler sur l'histoire politique de l'URSS de la fin des années 1940 au début des années 1950⁸. La thèse fondamentale de Ju. N. Žukov est que, dès la fin des années 1940, l'entourage de Stalin avait de plus en plus limité son pouvoir, jusqu'à la parfaitement vraisemblable élimination physique du guide en mars 1953 par ses compagnons d'armes. Dans l'historiographie occidentale et dans les publications de la dissidence où cette thèse fut exposée depuis longtemps, beaucoup d'arguments indirects, tirés de sources publiées (périodiques, mémoires, etc.) furent avancés à son appui. Žukov a fait sienne l'idée d'une mise à l'écart progressive de Stalin et s'appuie dans ses travaux sur les nombreuses résolutions du *Politburo* concernant les changements structurels dans les organes supérieurs du pouvoir, les mutations des responsables, etc. Cependant, ces décisions ne nous informent que sur la trame externe des événements et ne contiennent pas d'information sur les véritables relations dans l'entourage de Stalin, ni sur les dessous de telle ou telle décision. Ainsi cette tentative qui consistait à fonder une thèse déjà ancienne sur des documents d'archives qui ne prouvaient rien a inévitablement conduit à déformer ces sources mêmes.

Žukov écrit par exemple : « Berija et Voznesenskij, qui étaient à la tête du Bureau du Conseil des ministres, et Ždanov, qui était deuxième secrétaire du Comité Central, voulaient renforcer leur position en la légalisant et en perpétuant la répartition des forces existantes. Dans ce but, ils insistèrent, le 7 janvier 1947, pour qu'on décidât de convoquer le XIX^e congrès du PCUS »⁹. Ce passage crée chez le

8. Ju. N. Žukov, « Bor'ba za vlast' v rukovodstve SSSR v 1945-1952 godah » (La lutte pour le pouvoir dans la direction de l'URSS entre 1945 et 1952), *Voprosy istorii*, 1, 1995, pp. 23-29. Le résultat des recherches de Žukov sera rassemblé dans un ouvrage en cours de préparation.

9. *Ibid.*, p. 29.

lecteur le sentiment que les documents concernant la convocation du congrès témoignent d'une lutte autour de cette décision et d'une participation active des trois personnalités susnommées à sa préparation. Or, Žukov ne disposait que des résolutions du *Politbjuro* et du plénum du Comité Central sur la convocation du congrès; quant à la thèse selon laquelle ce furent Berjia, Voznesenskij et Ždanov qui insistèrent sur l'adoption de cette résolution, elle n'est rien de plus qu'une hypothèse personnelle. Il n'est pas difficile de remarquer que, exposée sans nuance, cette hypothèse déforme en fait la source elle-même, c'est-à-dire le procès verbal de la réunion du *Politbjuro* qui en fait ne contient aucune information sur les circonstances de cette prise de décision.

Commentant la résolution du *Politbjuro* du 15 avril 1950 sur la nomination de G. M. Malenkov au Bureau du Présidium du Conseil des ministres d'URSS qui venait d'être réinstauré, Žukov écrit que, dans ce cas, « le *Politbjuro* céda devant l'insistance de Malenkov à revenir au Bureau du Présidium du Conseil des ministres, car il ne voulait pas se contenter d'une position de numéro deux dans le parti ». Bien plus, affirme Žukov, cette nomination se fit « contre la volonté de Stalin »¹⁰. Mais là encore l'auteur s'appuie seulement sur une résolution du *Politbjuro* concernant Malenkov : les hypothèses personnelles de l'auteur sur le rôle particulier de Malenkov dans cette décision et sur la prétendue opposition de Stalin sont avancées de façon assez catégorique, sans restriction et, de fait, déforment la source (la résolution du *Politbjuro*) d'où, comme le laisse supposer l'auteur, est tirée cette information.

On peut encore citer bien des exemples de ce type dans des travaux d'historiens, sans compter tous les essais journalistiques qui remplissent les étagères des librairies russes et où fleurit un mélange de faits réels, d'inventions et d'hypothèses.

Nouveaux documents et vieilles thèses

Pendant de longues années, dans leurs études de l'histoire soviétique sur la base de mémoires et de documents publiés, les historiens ne manquaient jamais de mentionner l'inaccessibilité des archives totalement fermées. Comme si chaque auteur espérait qu'en cas d'ouverture de ces fonds d'archives, c'est sa vision de tel ou tel problème qui serait pour l'ensemble confirmée ou complétée par des faits nouveaux. Mais quand les archives sont devenues effectivement accessibles (au moins dans une large mesure), il apparut que les hypothèses avancées naguère ne résistaient pas toutes à l'épreuve de documents existants, loin de là.

Même s'il n'y avait en cela rien d'étonnant ou d'inattendu (les hypothèses sont justement faites pour être un jour réfutées ou confirmées), la réaction de certains auteurs face à ces nouvelles archives « embarrassantes », a été plutôt conservatrice. Ce constat vaut particulièrement dans l'exemple des recherches sur l'histoire de la « Grande Terreur ».

10. *Ibid.*, pp. 25, 27.

Comme on le sait, d'âpres débats idéologiques et politiques opposent depuis des années sur cette question de l'historiographie les tenants de l'orientation traditionnelle¹¹ aux « révisionnistes »¹². Les nouvelles sources d'archives ont montré que chacune de ces approches a ses points forts et ses points faibles. Par exemple, les chiffres du département de statistique du NKVD-MVD sur le nombre d'arrêtés, de fusillés et d'emprisonnés dans les camps se sont avérés inférieurs à ceux que beaucoup supposaient. Cependant, d'un autre côté, les décisions du *Politbjuro*, les ordres du NKVD-MVD et d'autres documents publiés ces derniers temps témoignent de façon évidente du caractère centralisé de la terreur et contiennent une telle quantité de preuves sur le rôle majeur de Stalin dans l'organisation des répressions de masse qu'ils ne laissent aucune chance de survie aux thèses « révisionnistes » sur une terreur spontanée et incontrôlée, et sur l'affaiblissement du pouvoir de Stalin.

Il faut toutefois avouer que les tenants des deux orientations ont réagi de façon curieuse face aux difficultés que pouvaient leur causer les nouveaux documents « embarrassants ». Pour le moment, nous observons une situation très intéressante (et peut-être typique des stades transitoires de ce type) d'un double modèle de l'utilisation des sources. Les historiens « révisionnistes » « n'ont pas semblé remarquer » les documents qui témoignent du haut degré de centralisation de la terreur. Ils mentionnent de façon formelle certains documents d'une haute importance, mais les laissent sans commentaires en marge de leurs recherches¹³; en revanche ils se sont concentrés sur les statistiques des départements du NKVD-MVD qui contredisent les chiffres des victimes de la terreur avancés dans les travaux de leurs adversaires. De leur côté, les tenants de l'orientation traditionnelle utilisent de nombreux documents nouvellement publiés en Russie, arguant de leur authenticité (puisqu'ils confirment leur bon droit) mais en excluent les statistiques tirées des archives qui, selon eux, ne sont pas dignes de foi.

En l'occurrence, les thèses se sont avérées plus fortes que les nouveaux documents. La perpétuation d'une opposition fondée sur un attachement aux anciennes interprétations et sur une ignorance délibérée des nouvelles sources ne devrait guère sortir la discussion sur la « Grande Terreur » de l'impasse où elle se trouve.

La conservation et l'intégralité des archives

Dans un premier temps, alors que les archives venaient seulement d'être ouvertes, les historiens ne se sont guère posé de question sur l'intégralité des fonds d'archives et les informations qu'elles contenaient. L'image des archives comme

11. Robert Conquest, *The Great terror : A reassessment*, New York, 1990.

12. J. A. Getty, *Origins of the Great Purges. The Soviet Communist Party reconsidered, 1933-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985; G. T. Rittersporn, *Stalinist simplifications and Soviet complications. Social tensions and political conflicts in the USSR, 1933-1953*, Chur, 1991; J. A. Getty, R. T. Mannings, eds, *op. cit.*

13. Cela ressort particulièrement dans le livre de R. W. Thurston, *Life and terror in Stalin's Russia, 1934-1941*, New Haven, Yale University Press, 1996.

d'une « terre vierge » et l'ouverture simultanée d'un très grand ensemble de documents secrets suscitaient de tout autres pensées et sentiments. Lorsque l'historien commençait à travailler sur ces documents qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait touchés, il ignorait tout bonnement ce qui l'attendait. Mus par l'enthousiasme et le sentiment unique d'une première découverte, nous passions souvent à côté des détails et des informations banales pour aller plus loin, là où (chacun de nous l'espérait) se présenteraient des gisements de matériaux exceptionnels, indispensables à l'explication définitive d'un thème, de nos réflexions et de nos recherches. Il est probable que tous les historiens, à des degrés divers, étaient animés par cet optimisme. C'est pourquoi la période de la « révolution des archives » est restée dans les mémoires comme une période remarquable, unique, vraiment « révolutionnaire » (dans le meilleur sens du terme).

Mais, comme dans toute révolution, l'enthousiasme et l'euphorie du début furent suivis d'une stabilisation, d'un reflux ; le calcul et la contre-révolution finirent par triompher. La « révolution des archives » en Russie a subi son « Thermidor » : la fermeture partielle de fonds qu'on avait commencé à ouvrir, l'abandon de l'idée de transmettre une partie des archives du KGB aux archives de l'État ouvertes à tous, la mise en place d'un système lourd et absurde de déclassification, contraire aux lois adoptées antérieurement. À l'heure actuelle, nous sommes forcés de constater qu'une partie des archives de la période soviétique restera encore longtemps hors du circuit scientifique normal.

Il faut reconnaître que cette situation contribue à créer un « complexe » d'insuffisance de sources apparu ces dernières années, par suite de l'ouverture périodique de nouveaux fonds d'archives. Au-dessus de chaque historien pèse la menace permanente d'une rapide dévaluation de ses recherches en raison de l'apparition de nouveaux documents. Cela oblige à temporiser, voire à renoncer à des projets. De ce point de vue, il était plus facile de travailler lorsque les archives étaient totalement inaccessibles. La certitude que les archives seraient fermées encore de nombreuses années affranchissait l'historien tout autant que l'asservit aujourd'hui le flou de la situation actuelle.

Dans cette situation surgissent au moins deux questions complémentaires. La première : dans quelle mesure faut-il tenir compte des fonds d'archives inaccessibles et craindre que s'y trouvent précisément les réponses aux questions auxquelles les archives déjà ouvertes ne permettent pas de répondre ? Deuxième question : quelles sont de façon générale les limites de l'information contenue dans les archives soviétiques, quel est le degré de leur conservation, que peut-on y découvrir et que ne faut-il jamais en attendre ?

Il est évident qu'il n'existe pas de réponses absolues à ces questions. Beaucoup dépend du thème et des problèmes choisis pour ses recherches. Chaque historien a sa propre expérience très précieuse, dont l'examen a été l'un des principaux sujets de notre conférence.

L'inaccessibilité d'une partie des archives crée aux historiens de nombreux obstacles. Le système d'archivage et de répartition des documents entre fonds d'archives était très embrouillé à l'époque soviétique. Presque tous les principaux

ensembles documentaires se sont trouvés dispersés entre les différents fonds. De plus les archives des administrations (les plus connues d'entre elles sont les anciennes archives du KGB et les archives dites du Président) ne donnent pas d'information sur la composition de leurs collections. Il se passera encore beaucoup de temps avant qu'il ne soit possible de savoir précisément quels papiers circulaient entre les différentes administrations et de quelle manière, quel était le système de leur archivage, quels papiers ont été détruits.

Pourtant plusieurs considérations nous permettent dès maintenant d'envisager avec optimisme l'étude de l'histoire soviétique sur la base des archives disponibles. D'abord, comme les maillons de l'État et du parti soviétique étaient interconnectés, les archives des différentes instances contiennent un grand nombre de duplicata des mêmes documents, c'est pourquoi on peut fréquemment découvrir dans des dépôts ouverts des documents inaccessibles dans les archives d'administrations fermées. Ensuite, il ne faut pas surestimer l'importance des fonds d'archives qui sont pour le moment fermés aux recherches. Dans beaucoup de cas, le potentiel d'informations qu'ils contiennent est à peine plus élevé que celui des archives ouvertes. Le plus souvent, les dépôts fermés conservent des ensembles de documents qui ne sont pas plus complets mais qui ne font que compléter ceux des fonds ouverts.

La première expérience d'étude des archives autorise à dire que beaucoup de documents sur lesquels les chercheurs fondaient leurs espoirs n'ont en fait jamais existé. Il est apparu, par exemple, que sous la période soviétique ce n'était pas l'usage de sténographier les réunions des hautes instances du parti et du gouvernement, surtout celles du *Politbjuro*. Ce qu'on a appelé les « comptes rendus de travail » (*рабо́чие записки*) des réunions du *Politbjuro* ne sont apparus que dans les années 60, encore n'était-ce pas des sténogrammes complets, mais des annotations fixant la succession et les idées directrices des interventions¹⁴. La correspondance entre les leaders soviétiques était très irrégulière. Elle n'était assez intensive que dans les périodes de vacances, surtout au cours des années 20 et au début des années 30. À côté des raisons politiques, cette évolution est sans doute due à la mise en place, au milieu des années 30, d'un réseau téléphonique fiable entre Moscou et les villégiatures gouvernementales du Sud. Les lettres (pour le malheur des historiens) cédèrent la place aux conversations téléphoniques. Pour des raisons compréhensibles, les diverses rencontres informelles entre les leaders soviétiques, lors desquelles se prenaient beaucoup de décisions d'importance, ne furent en aucune façon fixées par écrit.

Même si des études spéciales de la formation et des principes d'archivage font encore défaut, on peut néanmoins affirmer dès à présent que beaucoup d'ensembles de documents émanant de différentes structures gouvernementales sont perdus. La guerre a causé de gros dégâts dans les archives locales (dont les célèbres archives de Smolensk) et même dans les archives centrales. Beaucoup de documents furent

14. *Kremlevskij Samosud. Sekretnye dokumenty Politbjuro o pisatele A. Solženicyne (La justice sommaire du Kremlin. Les documents secrets du Politbjuro sur l'écrivain A. Solženicyne)*, Moscou, 1994, p. 4.

détruits juste avant l'évacuation de Moscou. Par exemple, au début de juillet 1941, la direction du Secrétariat (*upravlenie delami*) du Comité Central du parti invita les secrétaires du Comité Central à détruire une série de dossiers, parmi lesquels un groupe important de documents appartenant à la section d'organisation et d'instruction : correspondance avec les organisations locales du parti, rapports des comités d'*oblast'*, des comités de *kraj* et des comités centraux des partis nationaux, bulletins quotidiens sur la situation des organisations de base du parti, copies des rapports des sections du Comité Central adressés aux secrétaires du Comité Central sur le travail des organisations locales du parti depuis 1925, etc.¹⁵. Apparemment, ces propositions furent adoptées : les archives des sections du Comité Central du PC de Russie ne se sont pas conservées pour les années 30. Une commission spécialement désignée a procédé également, en raison de l'évacuation, à une purge des documents de l'appareil central du Goulag. Sur 55 296 dossiers, seuls 7 549 dossiers furent évacués, le reste fut détruit¹⁶. Il y a tout lieu de croire que de telles purges furent appliquées partout. Enfin, il n'est pas exclu que certaines archives aient été perdues au cours de l'évacuation.

Certes, la destruction concerna des documents d'importance relativement secondaire et on peut espérer que les documents-clés caractérisant le travail des administrations ont été conservés. Cependant, ce qui était considéré de moindre importance du point de vue des fonctionnaires, constitue souvent une source de grande valeur pour les historiens. D'autre part, certains faits laissent craindre qu'au cours de la préparation de l'évacuation une sorte de purge politique des archives a pu avoir lieu. Ainsi un inventaire des documents de A. Ja. Vyšinskij, déposés aux archives du Ministère public d'URSS, a montré qu'en octobre 1941 la correspondance dite « spéciale » de Vyšinskij (avec les hauts dirigeants du parti et de l'État, avec les administrations centrales) a été détruite pour l'année 1937 alors que celle des autres années s'est conservée¹⁷. Il est évident que la destruction complète des documents de 1937 ne put être le fruit du hasard.

Les situations extrêmes ne furent pas la raison unique de la destruction des documents. D'après les règlements existants, on ne transférait pas aux archives, tant s'en faut, tous les documents issus de l'activité des administrations. Les archives ont conservé un grand nombre d'actes ordonnant la destruction de documents superflus qui n'étaient pas seulement des copies de diverses résolutions ou projets de résolution, distribués pour coordination ou pour information, mais aussi des notes originales et des dossiers d'information. La quantité de documents détruits fut importante. Dans les archives du secrétariat du vice-président du Conseil des Commissaires du peuple d'URSS, V. Ja. Čubar', on peut trouver par exemple

15. Cf. Ja. Howlett, O. Khlevniuk, L. Kosheleva, L. Rogovaia, « The CPSUS's top bodies under Stalin : Their operational records and structure of command, » *The Stalin Era Research and Archives Project. Working paper*, 1, 1996, pp. 9-10 (Crees University of Toronto).

16. GARF, f. 9414, op. 1, d. 3322, l. 9.

17. RCHIDNI, f. 588, op. 2, d. 155, l. 5.

78 pages d'actes et de listes de documents détruits de 1934 à 1938 (c'est-à-dire toute la période où Čubar' exerça ces fonctions)¹⁸.

En raison de la destruction de nombreux documents adressés au dirigeants soviétiques, ni les fonds de leurs secrétariats ni leurs fonds personnels ne permettent de comprendre sur la base de quelles informations et communications les leaders soviétiques prirent telle ou telle décision, ni quel était leur degré d'information. Par exemple, seuls quelques dossiers d'information et des notes ont été déposés dans les archives personnelles de Staline qui étaient conservées dans les Archives du Président de la Fédération de Russie et qui sont à l'heure actuelle transmises au RCHIDNI. En consultant ce fonds, il est impossible de déterminer ce qui était rapporté régulièrement à Staline sur la situation du pays, du parti, sur les questions internationales, etc. Les archives personnelles de Staline sont constituées essentiellement de documents sélectionnés par Staline lui-même. Il s'agit donc d'une collection d'archives et non d'un ensemble complet de documents qui serait le résultat de l'activité du chef de l'État.

Pour l'historien, cette situation des archives soviétiques présente certains avantages. D'une part, elle ouvre de larges possibilités pour la recherche de nouveaux documents, et d'autre part elle laisse le champ libre aux hypothèses originales, aux débats, aux comparaisons et à la reconstitution minutieuse des événements sur la base de maigres fragments documentaires, c'est-à-dire à un travail que toute personne passionnée d'histoire apprécie au plus haut point.

(Traduit du russe par Nicolas Spassky)

*Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii
119817 Moscou
ul. Bol'saja Pirogovskaja, 17*

18. GARF, f. 5446, op. 26, d. 107.